

Vendredi 22 Mars 1872

PAIX DU NUMÉRO : — Départements : 25 CENTIMES.

Les Manuscrits ne seront pas rendus

REDACTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 123

Directeur politique gérant : LÉONCE DÉTROUYAT

Vendredi 22 Mars 1872

Années : MM. Ch. Lagrange, Corf et C^e, 6, place de la Bourse

40 FR. PAR AN.—24 FR. PAR SEMESTRE.—13 FR. PAR TRIMESTRE

BUREAUX : PARIS, RUE MONTMARTRE, 146

Administrateur : LOUIS GAL

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

Allemagne

Berlin, 20 mars.

On mande de Gumbinnen : La Gazette de la Lithuanie prussienne annonce que l'ambassadeur en chef de l'armée, M. Hanczowski, a interdit au curé d'Insterburg, contrairement aux instructions des autorités, de célébrer le service catholique dans l'armée prussienne.

Berlin, 20 mars.

Le Reichstag doit se réunir le 8 avril. Parmi les projets sur lesquels il aura à délibérer se trouvent le traité postal avec la France et le traité de commerce et de navigation avec le Portugal. L'empereur est en voie de rétablissement ; mais il a encore besoin de ménagement ; par suite, la grande réception qui avait lieu les années précédentes, à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance n'aura pas lieu cette année.

Düsseldorf, 20 mars.

Un incendie s'est déclaré ce matin à l'Académie des beaux arts, qui a été détruite, ainsi que le Palais des États provinciaux qui l'avoisina. Beaucoup d'objets d'art ont été brûlés. On a réussi à sauver la galerie provinciale des tableaux et la bibliothèque des États provinciaux.

Düsseldorf, 20 mars, après-midi.

Le feu qui avait éclaté dans les bâtiments de l'Académie est complètement éteint ; une partie seulement des bâtiments a été détruite ; les collections d'art ont été sauvées.

Espagne

Madrid, 20 mars.

La Gazette officielle publie un décret par lequel la démission de M. Lopez Robert, ministre d'Espagne à Washington est acceptée. Le contre-amiral Polo est nommé ministre d'Espagne à Washington.

M. Lopez Robert est nommé grand-croix de Charles III.

D'autres décrets nomment gouverneurs militaires : à Port-Mahon, le maréchal de camp Zalaraz ; à Cadix, M. Mero et à Malaga, M. Buzeta.

Madrid, 20 mars.

On dément que le gouvernement pense à conclure un traité de commerce avec l'Angleterre et il est inexact que M. Marcarin ait reçu aucune mission à ce sujet.

Le gouvernement espagnol, fidèle exécuter de la volonté des Cortes constituantes, ne s'écartera pas de la décision prise de repousser tout traité qui modifierait les tarifs actuels de douanes.

Italie

Rome, 20 mars.

Le pape a reçu, ce matin, en audience particulière, le roi, la reine et les princes de Danemark, avec leur suite. Leurs Majestés sont allées ensuite complimenter le cardinal Antonelli.

Rome, 20 mars.

Chambre des députés. — Discussion des projets financiers. — Après un discours de M. Minghetti, rapporteur, la discussion générale est close. Plusieurs députés déclarent des ordres du jour pour ou contre les projets.

M. Lanza déclare que M. Sella, en posant la question de cabinet, a parlé au nom de tout le cabinet, qui partage entièrement les vues du ministre des finances. M. Lanza fait diverses considérations sur les partis qui divisent la Chambre.

Suisse

Berne, 20 mars, soir.

Aujourd'hui a été signé, à Berne, entre les plénipotentiaires de la Suisse et de la Russie, le traité réglant les relations postales entre ces deux pays.

Etats-Unis

New York, 20 mars, soir.

Le Congrès de Washington a nommé des commissions spéciales pour faire des enquêtes sur le veto des armes à la France et sur les faits de corruption constatés à la douane de New-York et au ministère de la marine.

Les législateurs de plusieurs Etats ont nommé des commissions chargées de faire des enquêtes sur la corruption des fonctionnaires et de leurs officiers municipaux.

M. Hoffman, gouverneur de New York, a signé le nouveau bill relatif au chemin de fer de l'Erie.

(Agence Havas.)

PARIS, JEUDI 21 MARS 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

L'Assemblée a abordé hier la 2^e section du budget de l'instruction publique, concernant le ministère des beaux-arts. Les plans de réformes économiques dont la droite a depuis quelques jours le facile monopole, se sont exercés cette fois sur l'institution des inspecteurs généraux et sur la question, beaucoup plus grave, des subventions théâtrales.

Nous renvoyons le lecteur à notre Lettre de Versailles pour l'analyse et le commentaire des discours intéressants, auxquels ce dernier point de la discussion a donné lieu. Le ministre de l'instruction publique n'a pas eu de peine à démontrer, contre M. Raudot et le comte Jaubert, que l'exploitation de l'art à l'initiative individuelle et à la concurrence, c'était le précipiter sur la pente de corruption rapide où les mœurs de l'époque ne l'ont déjà que trop poussé.

L'influence intellectuelle et artistique de la France, pour laquelle l'honorable M. Beulé a fait un généreux plaidoyer, ne serait pas seule compromise dans la suppression des subventions théâtrales. La morale publique, qui est, avec grande raison, le cheval de bataille de la plupart des orateurs de la droite, serait inévitablement et profondément atteinte. On se plaint déjà que les bouffonneries de la Grande Duchesse et les vocalises de Thérèse soient préférées par notre génération aux chefs-d'œuvre du théâtre et de l'opéra classiques.

Prendrait-on la meilleure voie pour réformer ces goûts bizantins en leur laissant pleine carrière pour se produire, en enlevant aux directeurs de théâtre le seul moyen qu'ils aient d'opposer à l'indifférence générale la protestation de l'art sérieux ? On peut critiquer bien des abus dans les subventions ; mais la réforme des abus n'entraîne pas logiquement la suppression des subventions, qui représentent, comme les crédits affectés à l'instruction publique, un intérêt moral supérieur en ce moment à tous les autres.

L'Assemblée a paru comprendre cette double nécessité, lorsqu'elle a adopté la première partie d'un amendement présenté par l'honorable M. Claude de la Meurthe et tendant à supprimer les entrées et loges de faveur pour les ministères, beaux-arts, etc... C'est là, en effet, une économie contre laquelle personne ne protestera, si ce n'est peut-être les supprimés, ce qui est dans l'ordre naturel des choses.

La question du règlement d'indemnité réclamé par les Etats-Unis avait fait ces derniers jours l'objet d'une interpellation adressée par un membre de la Chambre des communes, M. Horsman, à lord Gladstone. Cet honorable représentant avait interrogé le ministre sur le point de savoir s'il était prêt à donner l'assurance qu'aucune proposition ultérieure, faite ou acceptée par les Etats-Unis, ne serait revêtue d'un caractère obligatoire sans l'avis du Parlement.

Lord Gladstone, s'étant excusé de ne pouvoir répondre sur le champ, M. Horsman a renouvelé son interpellation dans la séance d'hier. Mais le ministre anglais n'a point jugé à propos de donner l'assurance qui lui était demandée. Il s'est contenté de déclarer que le Parlement, connaissant déjà le but et les intentions du Gouvernement, tous les changements qui pourraient se produire dans les négociations lui seraient communiqués. Il a toutefois réservé le droit pour les représentants de discuter la question de savoir s'il

faut limiter les pouvoirs de la couronne en ce qui touche les traités internationaux.

La discussion générale du budget vient d'être close au Parlement italien. M. Lanza a repris la question de portefeuille posée par le ministre des finances, lorsque ce dernier a présenté à la Chambre son nouveau plan financier. Le président du conseil a dit qu'il en faisait une question de cabinet, tous les membres du ministère partageant entièrement les vues particulières du ministre des finances. Il est toutefois probable que M. Lanza n'aura fait ainsi que demander un bill de confiance que le sentiment de la majorité, malgré l'hostilité de la consistoria paraît lui accorder d'avance.

QUESTION DU JOUR

LES MEETINGS DU 18 MARS — COMPLIÉTÉ DE LA PRUSSE

Nous lisons dans un journal que les partisans de la Commune ont rencontré moins d'empêchements pour la célébration de l'anniversaire du 18 mars à Berlin qu'à Londres. Les journaux allemands annoncent en effet qu'une assemblée populaire a eu lieu ce jour-là dans la capitale de l'empire ; les orateurs, en parlant de la Commune, ont déclaré que tout gouvernement qui opprime le peuple est sujet à de pareilles explosions.

En laissant au journal la Constitution la responsabilité des faits que nous venons d'énoncer, nous ne saurions laisser passer l'occasion qui se présente de signaler à nos lecteurs l'attitude de la Prusse à l'égard et d'appeler leur attention sur l'œuvre machiavélique que poursuit M. de Bismarck à l'égard de la France.

Il suffit de lire avec quelque attention les journaux allemands et plus particulièrement ceux de Berlin, pour acquiescer cette conviction que nos ennemis vont avec un secret dépit la France se relever de ses ruines et se trouver encore assez riche pour solder dans un avenir prochain le dernier qu'il lui a été imposée.

Les feuilles de Berlin, les correspondances de la Gazette de Cologne s'étonnent de voir nos théâtres ouverts, nos monuments publics restaurés, nos ateliers en pleine activité, nos billets de Banque au pair avec l'or, et se prennent à regretter que l'écrasement de la France n'ait pas été plus complet.

Ne nous étonnons donc pas de voir la Prusse donner asile aux réfugiés de la Commune et autoriser dans la capitale du grand Frédéric, le roi philosophe et voltairien, qui gouvernait son peuple à coups de crosse de fusil, la célébration de l'anniversaire du 18 mars.

A vrai dire, cette tolérance cadre assez mal avec le procès intenté en ce moment aux démocrates socialistes Bebel et Siebkvencht, de Leipzig ; mais la Prusse donnera, s'il le faut, au monde le spectacle de plus monstrueuses contradictions, pour atteindre son but, qui est la désorganisation, le démemberement, l'amoindrissement de la France.

M. Thiers, chargé de la direction de la politique étrangère, et comme tel, astreint aux plus grands ménagements à l'endroit de l'Allemagne, a déclaré devant la commission d'enquête que la Prusse avait offert son concours au Gouvernement de la République pour mettre fin à l'odieuse dictature de la Commune ; mais avec une prudence dont on ne saurait trop le louer, il s'est abstenu de dire que tous les actes des Prussiens pendant l'insurrection avaient été en

contradiction avec les promesses et les offres de M. de Bismarck.

Les preuves de la complicité de la Prusse avec l'insurrection de la Commune existent dans nos archives ; le jour viendra où ce gouvernement qui aspire à la domination universelle, comme feu le Saint-Empire romain, sera démasqué publiquement et mis au ban des nations civilisées.

Quoi qu'il en soit, il suffit que nous ayons conscience de ses manœuvres pour les déjouer. C'est par notre union, par notre patriotisme, par l'apaisement des haines politiques, que nous réduirons à l'impuissance les coalitions qui pourraient s'organiser contre notre nationalité, contre l'unité de notre pays.

Quant aux misérables débris de la Commune, qui ne comptent plus que sur l'invasion et le démemberement de la patrie pour faire triompher leurs doctrines, nous leur dirons, indignés, comme jadis Scipion Emilien à ceux qui conspiraient la ruine de Rome : *Tacetis quibus Italia noverat* : Taisez-vous, faux fils de la France.

JULES DE PRÉCOT.

RÉPONSE A L'UNIVERS

LA PAPAUTÉ

A propos des interpellations que se proposent de faire les catholiques de la Chambre en faveur de la papauté, nous disions, il y a deux jours : « Un fait a détruit un fait, la puissance de la papauté a cédé devant la force de la civilisation ; un droit nouveau s'est créé. » L'Univers, par la plume d'un de ses collaborateurs, M. André Roussel, nous adresse à ce sujet la question suivante :

Si M. Détrouyat, propriétaire de la Liberté, était violemment dépossédé, demain, par un brigand heureux, admettrait-il qu'il cessât d'être propriétaire de la Liberté, et que ce journal eût légitimement aux mains du brigand, parce qu'un « fait a détruit un fait », ce qui a créé un nouveau droit ?

La réponse est trop évidente pour que nous donnions à notre confrère la peine de la lire à cette place. Il nous suffit de lui dire que nous ne voyons pas du tout ce que vient faire dans le débat qu'il soulève la question personnelle qu'il nous fait l'honneur de nous adresser. Une propriété particulière provient en général d'un héritage ou d'une acquisition. Cette possession ne peut être comparée en rien à la possession toujours éventuelle d'un trône quelconque, ce trône s'appelle-t-il le saint-siège et le possesseur dit le pape ou le pape, ce n'est que le nom de la chose.

Ce qui a sans doute conduit notre confrère à confondre deux choses si essentiellement distinctes, c'est que le saint-siège est à ses yeux, une institution divine, une légitimité historique ; partant un droit semblable à celui d'une propriété quelconque, de la propriété du journal la Liberté par exemple. Cette façon d'envisager les choses constitue, ce nous semble, une grave erreur.

Certes, nous n'avons point la prétention d'enseigner quoi que ce soit en matière de théologie à un rédacteur du journal dirigé par M. Louis Veillot ; nous lui devons pourtant de lui rappeler simplement certains faits historiques, parmi ceux qui ont fait naître chez nous ces convictions qui paraissent le scandaliser.

A cette question que nous nous sommes nous-mêmes souvent posée : la papauté est-elle une institution divine, une légitimité historique ? nous avons trouvé la réponse dans les textes mêmes des écrits de ceux que leurs vertus ont fait surnommer les Pères de l'Eglise, dans les écrits de saint Cyprien, de saint Jérôme, par

exemple, et surtout dans ceux de saint Grégoire le Grand, qui a souvent cherché à prouver que l'intérêt de la religion s'opposait à ce qu'il y eût un pape universel. Ses écrits sont, hélas ! toutes devenues aujourd'hui des prophéties !

Saint Cyprien traitait-il l'évêque de Rome autrement que du nom de « frère ou compagnon » ? Saint Jérôme, parlant à Népotien des devoirs du parfait chrétien, ne lui disait-il pas : « L'évêque et le prêtre sont aujourd'hui ce qu'étaient Aaron et ses enfants ; il n'y a qu'un seul Dieu, un seul temple ; qu'il n'y ait qu'un seul ministère. » Il était lointain, on le voit, de parler d'un souverain pontife. Mais quoi de plus catégorique que la réponse de saint Grégoire le Grand — qui occupa le siège de Rome pendant la moitié du sixième siècle — à ceux qui le consultaient à propos du titre d'évêque universel, conféré pour la première fois par Maurice, empereur d'Orient, à Jean, évêque de Constantinople !

Nous extrayons des diverses épîtres du saint évêque de Rome les passages suivants : « Le titre d'évêque universel est un titre profane, sacrilège... Si celui qui est nommé romain, toute l'Eglise tombe avec lui... C'est une chose fâcheuse que, au mépris des autres, notre frère et compagnon soit nommé seul évêque... Nul de nos prédécesseurs n'a voulu de ce titre profane, car, s'il y a un patriarche universel, le nom de patriarche sera ôté à tous les autres. »

Aussi Eulogius, évêque d'Alexandrie, lorsqu'il voulut donner à saint Grégoire le Grand, dans sa correspondance avec ce grand prélat, le titre que celui-ci contestait à Jean, évêque de Constantinople, reçut-il de son « frère et compagnon » la réponse qui suit : « Dans l'épître que vous m'avez adressée, vous m'avez appelé pape universel. C'est un titre d'orgueil que je prie Votre Sainteté de ne pas employer à l'avenir ; car tout ce qui est donné à un autre, en dehors de ce que la raison nécessite, nous est ôté. Quant à moi, je ne répute point à honneur ce en quoi l'honneur de mes frères se trouverait amoindri ; car mon honneur est de voir l'état de l'Eglise universelle et celui de mes frères se maintenir dans leur vigueur... Si vous m'appellez pape universel, vous confessez que vous n'êtes qu'en partie ce que vous m'attribuez pour le tout. »

Nous ne ferons pas l'injure à notre confrère de l'Univers de multiplier nos citations pour rafraîchir sa mémoire. Mais ne nous sera-t-il pas permis de n'être pas plus orthodoxe que les saints hommes que nous venons de citer, et ne pouvons-nous pas dire, d'après leurs écrits, que la papauté n'est pas plus une institution divine qu'une légitimité historique, qu'elle n'est qu'un fait, comme toutes les royautés, par exemple, qui se sont succédées en France depuis 1793. Elle a dû se plier, comme elles, devant la force de la civilisation. Elle a succombé, et, malheureusement, comme le prédisait si bien saint Grégoire le Grand, il est à craindre, si elle persiste à vouloir rimer sa fortune à celle du pouvoir temporel, que sa chute n'entraîne celle de toute l'Eglise. Nous le regretterions autant que M. Roussel lui-même, et c'est précisément pour cela que nous déplorons amèrement, aujourd'hui que le mal nous paraît sans remède — pour le moment du moins — que l'Eglise ait dévié de la voie sage et prudente que lui avait tracée les prélats des premiers siècles du christianisme.

Ces véritables pasteurs, pauvres, austères, rayonnants de vertu, se contentaient alors de convertir les peuples et les rois à leurs saintes doctrines, dès que la possession des cours ne leur suffisait plus, et qu'ils con-

voitèrent les honneurs, le sceptre royal, le monde ; des que le principe démocratique institué par le Christ fut atteint ; en un mot, dès qu'il y eut dans le sein de l'Eglise des grands et des petits ; dès qu'il se forma, parmi ceux qui devaient prêcher l'égalité et propager la sublime morale du Nazaréen, des échelons, une hiérarchie enfin, avec un chef suprême, souverain, sacrant les rois eux-mêmes, l'immortalité fit de rapides progrès. L'Eglise eut l'immense douleur de voir un jour jusqu'à trois papes se disputer le pouvoir temporel : Urbain VI à Rome, Clément VII à Avignon, et Alexandre V, l'éléu du concile de Pise. Le caractère sacré de l'évêque de Rome fut dès ce jour détruit. Il ne resta plus à la tiare papale que ce prestige passager, cette force éphémère, qui entourent le sceptre des rois, et que saint Thomas a si bien défini par ces mots : *Omnia potestas a Deo*. MEDIANTE CONSENSU HOMINUM. L'Italie a pu, dès lors, remplacer un jour au Vatican le roi-pontife par le fils de Charles-Albert, par le créateur de l'unité italienne, tout comme Louis-Philippe a remplacé Charles X aux Tuileries, en 1830. Dieu l'a permis ainsi ! Et maintenant, que M. André Roussel nous dise sérieusement — et sans se livrer à des plaisanteries d'ingénuité — à quoi peuvent aboutir les interpellations dont les catholiques menacent le Gouvernement dans l'état d'impuissance où se trouve la France vis-à-vis de l'Italie, l'alliée de la Prusse. Nous attendons à notre tour sa réponse.

LÉONCE DÉTROUYAT.

ECHOS PARLEMENTAIRES

20 mars.

Une foule de commissions étaient convoquées pour aujourd'hui à midi, midi et quart, midi et demi ; mais on n'y est venu que par le train de midi 25 minutes ; par conséquent on n'y est arrivé que passé une heure, et la séance publique, au lieu de commencer à deux heures, était à peine vraiment ouverte quand trois heures ont sonné.

On entre de plain pied dans la discussion du budget du ministère des beaux-arts. J'ai à peine besoin de vous dire que, sur chacun des chapitres dont se compose ce budget, M. Raudot avait, devant la commission, proposé des réductions non moins considérables que celles dont lui avaient paru susceptibles les divers services de l'instruction publique. Mais en souvenir de l'accueil dédaigneux que ses amendements d'hier ont reçu de la majorité, il s'est pressé de déclarer qu'il n'insistera pas sur le plus grand nombre de ceux dont il a enrichi l'ordre du jour d'aujourd'hui. Les quatre ou cinq premiers chapitres, dont vous trouverez la nomenclature au compte rendu, sont donc votés sans débat. On arrive au chapitre qui concerne « les établissements des beaux-arts ». Dans la somme totale de 434,400 fr., qui leur est attribuée, figure une somme de 97,000 fr., répartie ainsi qu'il suit :

Subventions aux écoles de dessin de Lyon, 10,000 fr.
Subventions aux écoles de dessin de Dijon, 15,000 fr.
Ecoles départementales, 12,000 fr.
Ecoles gratuites de dessin pour garçons et filles de la ville de Paris, 60,000 fr.
M. Jules Buisson (de l'Aude), l'auteur fameux du rapport sur le retour à Paris, combat ces subventions. Il trouve que c'est aux villes qui bénéficient directement de ces écoles à les faire vivre, et il cite des exemples d'institutions analogues qui sont devenues célèbres, qui sont importantes, fécondes, et qui se maintiennent florissantes avec les seules ressources d'une ville ou d'un département.

Quelques mots suffisent à M. Beulé pour faire justice de l'argumentation de M. Buisson. M. Beulé démontre que l'intervention de

MM. Brame, Testelin et Vente viennent de partir pour assister aux débats du procès des marchés de la défense nationale à Lille.

La nouvelle donnée ce matin par quelques journaux de l'armement de plusieurs vaisseaux cuirassés à Toulon n'a aucune signification politique. L'armement dont il s'agit a simplement en vue les exercices de l'escadre d'évolution qui se font toutes les années à cette époque.

Il n'est pas exact que le gouvernement prépare un contre-projet de réorganisation militaire. On assure que le gouvernement accepte, sauf quelques points secondaires, le projet élaboré par la commission de l'armée.

M. Segur sera, dit-on, nommé préfet de Seine-et-Oise.

Parmi les pièces qui se trouveront insérées dans le 3^e volume de la commission d'enquête du 18 mars, nous signalons à l'avance, comme une des plus importantes, les procès-verbaux de l'Association internationale des Travailleurs, du mois de janvier au mois d'avril 1871.

On nous annonce que le journal l'Armée, qui avait reparu à Lagney, vient d'être saisi, bien que le département de Seine-et-Oise ne soit pas soumis à l'état de siège.

L'affaire de M. Motu, qui devait être jugée aujourd'hui au tribunal correctionnel de la Seine, a été remise à quinzaine. M. Motu n'est plus au secret et a pu voir plusieurs fois son fils et son défenseur.

Aujourd'hui, le 9^e conseil de guerre a condamné à la peine de mort le nommé Amiot, garde au 18^e bataillon, membre délégué du comité central.

Amiot, de garde à la Préfecture de police, avait, dans la journée du 24 mai, mis, sur l'ordre de Raoul Rigault, le feu à ces bâtiments.

Cours	Bourse	BOURSE DU 21 MARS	Précéd.	Premier	Plus	Dernier	OBLIGATIONS	Précéd.	Dernier	Hauss.	Baiss.
10	3 0/0	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
85	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
35	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215		
10	10	75 50	75 50	75 50	75 50	75 50	10	215	215	</	

obtenue par M. Emile Grossetin, qui applique avec un zèle des plus louables la méthode phonétique inventée par son père. Il est à souhaiter que cette méthode se répande dans l'intérêt des 40,000 sourds-muets que la statistique signale en France. Apprendre à parler, dans le vrai sens du mot, à ces pauvres déshérités, à ces œuvres de la philanthropie active et éclairée.

LETTRES D'ALGERIE

Alger, 13 mars.

Voici un fait qui a bien son importance et surtout, à droit à la plus grande part de publicité possible :

Un notaire d'Oran, M. Montardier, riche propriétaire, possédant dans la vallée des Tifides environ 15 à 1,800 hectares de terres, dont il veut offrir en particulier aux Algériens et Lorrains et, en général, à tout colon laborieux, à venir s'établir sur ses propriétés abandonnées, gratuitement, 1° d'un lot de terrain à bâtir de 10 ares; 2° d'un lot de jardin de 40 ares; 3° de deux lots de culture, moitié en plaine, moitié en côte; ensemble, 10 hectares.

Toute famille dont les enfants du sexe masculin auront atteint l'âge de 14 ans recevra en plus 2 hectares par chaque enfant.

Le titre définitif de concession sera remis en l'étude de M. Montardier aux colons, dès qu'ils auront bâti une maison en rapport avec l'exploitation et qu'ils auront défriché un demi hectare.

Par contre tout propriétaire qui n'aura ni défriché, ni bâti dans l'espace de deux années sera purement et simplement dépossédé.

M. Montardier, qui est un homme intelligent et sait comprendre la valeur qu'un bon village et de nombreuses fermes donneront aux terres qui lui resteront, s'engage en outre à prendre à sa charge l'établissement du premier puits communal, d'un lavoir et d'un abreuvoir.

Il abandonnera gratuitement tout le terrain nécessaire pour l'établissement des rues et des édifices publics; il promet, en outre, une subvention de 2,000 fr. pour la construction d'une école et d'une chapelle. Il offre en location à chaque concessionnaire pour une durée maximum de cinq années à compter du 1^{er} janvier 1872 de huit à douze hectares de terres, placées dans les mêmes conditions que celles concédées, moyennant une redevance annuelle de 2 fr. 50 par hectare, avec promesse de vente au prix de 25 fr. l'hectare pour le colon qui aura défriché le terrain pendant la durée du bail.

L'eau se trouve dans toute la partie de la plaine à cinq mètres environ de profondeur. Combien de gros propriétaires pourraient en faire autant !

Si d'Oran je retourne à Alger, je ne trouve en nature qu'une magnifique histoire de brigands.

Je vous prévins qu'elle est renouvelée des temps passés et bien digne de faire trembler les femmes et les enfants.

Il paraît, en effet, que notre ville partage en ce moment la bonne ou mauvaise fortune de certains champs de blé sur lesquels s'abat une volée de moineaux-francs.

Seulement, dans le cas présent — et c'est là une bien lugubre substitution — les moineaux se sont, paraît-il, changés en étrangers, dignes fils des Mexicains par le lasso, et de Dumolard par le choix des victimes.

La police n'a, bien entendu, soufflé mot; peut-être ce silence est-il nécessaire à son action et à ses recherches.

Vous avez dû lire dans le *Moniteur universel* certaine histoire relative à un bûcher prussien venant chercher à Bône du minerai de fer à destination de l'usine Krupp.

Vous ferez bien de voir dans cet entrelien une immense réclame en faveur des mines de Mokta — fort belles, d'ailleurs — et qui appartiennent à la Société générale algérienne.

HOMMES ET CHOSES

L'état de siège a eu au moins pour effet qu'il nous a privés du plaisir pur de lire dans les journaux rouges l'apologie du 18 mars à l'universaire de cette « révolution ». Il est certain que, pour eux, c'est une révolution, comme celles de 1830 et de 1848. Elle a triomphé pendant deux mois; pendant deux mois, elle a fait fonctionner un gouvernement qu'on peut bien appeler « de bric et de broc », de bric surtout; et, si ce gouvernement n'a pu durer, ce n'est pas la faute de ces bons journaux.

Cet ingénieur, homme d'une certaine valeur, qu'on a fusillé mardi, un an après l'explosion, presque jour pour jour, est encore une victime de l'ambition, mais de l'ambition subalterne. Si, comme ses connaissances le lui permettaient, il avait prétendu davantage, c'est à l'hôtel de ville qu'il eût été décapité.

On a dit que les fortes têtes de la Commune avaient été débordées par l'élément populaire, c'est très possible; et si Desclusez, Vermorel, Millière, Groussot, Verdure, Jourde, Rastoul, Régère, tous gens de savoir, valaient bien les hommes du 4 septembre, il n'est pas étonnant qu'ils aient voulu les imiter.

Mais cet ingénieur avait le tort de s'appeler Prêtre de Wedel, et d'être baron; cela lui a nué auprès des directeurs; il est en lui un ambitieux de haute envergure, et il s'en est allé en proie à une ambition subalterne, un Trinquet, et tant d'autres.

On dit qu'il est mort bravement. Cela me fait plaisir; j'aurais été fort marri de voir un gentilhomme se montrer lâche devant le ministre poteau, lorsque cette abominable nature qu'on appelait Ferré s'est montrée si nerveusement sticque.

C'est égal, il est revenu diablement de commander à Paris : vingt mille, dit-on, je ne me serais jamais figuré cela, le 29 mai, quand rentrent dans Paris, nous avons vu les horreurs commises par ces amables politiques de l'obus et de la torche. Je veux bien croire que ce ne sont que les égarés; mais vingt mille égarés cela se retrouve facilement ensemble.

Aujourd'hui, le bon pétroleux peut se promener autour de ses ruines, le dimanche et les jours de la semaine où il ne travaille pas et se dire : — c'est moi qui ai bombardé cela ! — c'est moi qui ai démolé ceci ! — Là j'ai fusillé, là j'ai pillé, — c'est moi qui ai fait flamber ce beau palais ! — C'est ma femme qui a pétroché cette maison ! Et comme il y en a encore debout ! Ces gueux de riches ! c'est à recommencer.

Ah ! non ! par exemple ! On ne vous laissera plus garder des canons, d'abord on ne vous en donnera pas.

Cheux de pétroleux : — Nous les prendrons !

Le sultan va venir en France. Nous sommes devenus, en effet, une curiosité. Un souverain aussi absolu que celui-là doit désirer

vivement savoir comment est faite une république. Je ne sais si cela l'amusera beaucoup, il est permis d'en douter. Quant à le convertir, j'en doute encore davantage.

Deux mois à peine avant la révolution de 1830, François 1^{er} roi de Naples, frère de la duchesse d'Orléans, depuis la reine Marie-Amélie, vint visiter la famille royale. Un grand bal fut donné à cette occasion par le duc d'Orléans au Palais Royal.

Quand Charles X entra chez son cousin, son visage prit une expression sévère, car il voyait dans les salons de Louis-Philippe tous les chefs de l'opposition : Benjamin Constant, Lafayette, Audry de Puyraveau, Odilon Barrot, et tout le clan des journalistes que le futur roi choyait.

Cette fête n'était pas très goûtée des Parisiens, car François 1^{er} n'avait pas la réputation d'être un roi très constitutionnel, et vers onze heures un grand bruit se fit dans les jardins du Palais-Royal. On criait, on brûlait des chaises. La garde royale expulsa les curieux.

— Qu'est-ce que cela ? demanda le roi.

— Sire, ce sont les Parisiens qui ont voulu aussi faire fête à Sa Majesté des Deux Sèvres; il y a eu des tapageurs à la suite de libations.

— Mais ce fut ?

— Un feu de joie, sire.

C'est à cette occasion que M. de Salvandy dit au duc d'Orléans :

— Monseigneur, c'est bien là une fête napoléonienne. Nous dansons sur un volcan !

Je ne crois pas qu'en danse cette année au Palais Royal en l'honneur du sultan, pour cause de pétrole, autre volcan.

Si nos églises ne peuvent empêcher le flot des facilités de monter toujours, il est juste de convenir qu'elles viennent de prendre une mesure, grâce à laquelle ce flot montera encore qu'un peu.

Le conseil municipal, en ceci, n'est ostensible que pour un simple vœu, et comme les bureaux sont à ses ordres, conduits par M. Say, le premier administrateur de l'époque, la responsabilité sera bien éparpillée qu'on ne pourra s'en prendre à personne si la mesure devient fatale.

Au fond, elle est légale, elle est même juste. De quoi s'agit-il, dira-t-on, en lisant ce préambule prudent : du thermomètre des affaires, de la grande industrie du bâtiment, de celle qui, lorsqu'elle va, tout va ?

La Ville vient de mettre en demeure les propriétaires des terrains de l'extrémité du boulevard Malesherbes d'avoir à bâtir dessus. Leur contrat d'acquisition les y oblige, et les délais sont expirés; il n'y a rien à redire à cela. Mais ces propriétaires jettent les hauts cris ! — Nous n'avons pas d'argent ! font-ils en levant les bras vers le plafond des bureaux où ils se rendent pour réclamer.

— Il n'y a plus que vous qui en ayez, leur répond-on avec quelque apparence de raison.

— Nous, les propriétaires, avoir de l'argent, bon Dieu ! Et où cela ? Est-ce que nous n'avons pas perdu des mille et des cent par suite de la guerre et de la Commune ? Est-ce que tous nos locaux n'ont pas demandé des réductions sur leurs loyers ?

— Bon, je le veux bien, vous avez perdu, ou plutôt manqué à empêcher un terme, deux termes, ce qui, pour chaque maison, représente trois ou quatre mille francs. La belle affaire !

Mais j'ai huit maisons, moi ! Et quatre fois huit font trente-deux !

— Alors, monsieur, si vous manquez trente-deux mille francs pour commencer des constructions évaluées deux cent mille francs au bas mot ?

— C'est à dire...

— Avouez alors que vous n'êtes pas des propriétaires sérieux. Quand on n'a pas trente-deux mille francs, on n'achète pas des terrains en les couvrant d'or. Vous bâtiez !

Et ils vont bâtir. Les entrepreneurs se frottent les mains. Tout paraît donc pour le mieux; mais il paraît que ces entrepreneurs-là ne sont pas les gros matadors de la bâtisse, qui, prudents et soupçonneux, restent à l'écart, en attendant des jours meilleurs. Ce sont ceux qu'on appelle les « margoullins », qui espèrent conclure des affaires. Qu'est-ce que cela leur fait, la faillite, aux margoullins; ils en sont à leur sixième, et une de plus leur donnera enfin la fortune.

Ce qu'il y a de terrible, c'est que les propriétaires ne trouvent pas à se débarrasser de leurs terrains. Enfin, nous allons voir...

CHRYSALE.

LE CITOYEN PRINTEMPS

C'était en 1871 ! Sur le calendrier, la marche des saisons avait, comme toujours, fixé au 21 mars la première du printemps. La nature apportait sa part de collaboration. Au ciel des rayons encore pâles des rigueurs de l'hiver, mais dans l'air, des bouffées déjà tièdes qui s'élevaient parfumées aux premières fleurs de neige. Encore quelques jours, et les artistes débiles. Encore quelques jours, et les artistes débiles. Encore quelques jours, et les artistes débiles.

Notre confrère M. Alfred Sirven vient de fonder, à Paris et à Versailles, une correspondance quotidienne publiée en plusieurs langues et adressée aux principaux organes de la presse universelle. Elle a pour titre : *Le Correspondant français*.

Notre confrère M. Alfred Sirven vient de fonder, à Paris et à Versailles, une correspondance quotidienne publiée en plusieurs langues et adressée aux principaux organes de la presse universelle. Elle a pour titre : *Le Correspondant français*.

Notre confrère M. Alfred Sirven vient de fonder, à Paris et à Versailles, une correspondance quotidienne publiée en plusieurs langues et adressée aux principaux organes de la presse universelle. Elle a pour titre : *Le Correspondant français*.

Notre confrère M. Alfred Sirven vient de fonder, à Paris et à Versailles, une correspondance quotidienne publiée en plusieurs langues et adressée aux principaux organes de la presse universelle. Elle a pour titre : *Le Correspondant français*.

Notre confrère M. Alfred Sirven vient de fonder, à Paris et à Versailles, une correspondance quotidienne publiée en plusieurs langues et adressée aux principaux organes de la presse universelle. Elle a pour titre : *Le Correspondant français*.

Notre confrère M. Alfred Sirven vient de fonder, à Paris et à Versailles, une correspondance quotidienne publiée en plusieurs langues et adressée aux principaux organes de la presse universelle. Elle a pour titre : *Le Correspondant français*.

Notre confrère M. Alfred Sirven vient de fonder, à Paris et à Versailles, une correspondance quotidienne publiée en plusieurs langues et adressée aux principaux organes de la presse universelle. Elle a pour titre : *Le Correspondant français*.

Notre confrère M. Alfred Sirven vient de fonder, à Paris et à Versailles, une correspondance quotidienne publiée en plusieurs langues et adressée aux principaux organes de la presse universelle. Elle a pour titre : *Le Correspondant français*.

Notre confrère M. Alfred Sirven vient de fonder, à Paris et à Versailles, une correspondance quotidienne publiée en plusieurs langues et adressée aux principaux organes de la presse universelle. Elle a pour titre : *Le Correspondant français*.

Notre confrère M. Alfred Sirven vient de fonder, à Paris et à Versailles, une correspondance quotidienne publiée en plusieurs langues et adressée aux principaux organes de la presse universelle. Elle a pour titre : *Le Correspondant français*.

Notre confrère M. Alfred Sirven vient de fonder, à Paris et à Versailles, une correspondance quotidienne publiée en plusieurs langues et adressée aux principaux organes de la presse universelle. Elle a pour titre : *Le Correspondant français*.

maculée de sang et de vin, un pantalon d'ouvrier, un képi de soldat, un sabre ridicule, un fusil voilé.

Voilà l'homme, voici le costume !

Attentif sans prudence, risqué tout sans calcul, il cherche ses raisons au fond de la bouteille, qui deviendra plus tard sa plus puissante excuse à l'heure prévue des châtimens.

Et pendant nos trois mois de parfums et d'amour, ce ministre horriblement burlesque à tout un monde effroyablement burlesque : citoyens réfractaires, soldats pudeurs, femmes sans vergogne, enfants abandonnés, assassins, incendiaires, et toute l'immense classe des faillits, faillis du courage, faillis de l'esprit, faillis de l'honneur, qui retrouvent dans les commotions sociales un regain d'existence au grand jour.

Il est là ! soldat recruté pour la guerre civile; il couvre de fer et de feu la patrie ravagée, comme si la mitraille fertilisait les champs !

Braconnier éhonté, il titille au hasard; d'un coup de premier coup tuer la Liberté.

On donc étaient nos promenades ombreuses où l'on allait à deux, sous les hauts peupliers, se promenant dans l'ombre; ou, sous les tonnelles fleuries, le petit vin clair dans lequel la chanson de Musset mouillait son âme avant de s'envoler dans l'air.

Les barques sont coulées. Dans Argenteuil en ruine, la gros bûche à flots des pièces de Narbonne... Rueil, Puteaux, Saint-Cloud, coudres emportées par le zéphyr en deuil, tourbillonnent dans l'espace; Neully n'est plus, Asnières, *l'agète veneres*, n'est hélas ! qu'un souvenir au-delà de la Seine.

Nous n'irons plus au bois !... Que pourrions-nous y faire ? Les lauriers sont coupés, on nous verrait par trop et les duos d'amour ont besoin de mystère.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

Nous n'irons plus au bois, puisqu'en 1871 le citoyen Printemps a fauché les lilas.

saît que c'est dans l'ancien hôtel du duc de Orléans que sera installée la synagogue en question. Déjà, dans les commencements, on avait trouvé de superbes plafonds renaissance, recouverts d'une couche de gros vernis brun, que le grand rabbin n'avait pas voulu utiliser pour les décorations de son temple, malgré la simplicité des ornements qui les décoraient; sur leur, on mit à nu de ravissantes dalles, sur lesquelles on n'avait pas craint de construire un parquet de bois, et qui rappellent les charmants modèles du même genre, tant appréciés dans les antichambres du château de Chenonceaux.

Aujourd'hui ce sont des boiseries qui pourraient défigurer le ciseau de Gouttières, que l'architecte de la synagogue vient de découvrir en enlevant avec précaution un morceau de plâtre qui recouvrait tout un appartement.

Le grand rabbin s'obstinant à plus en plus à ne pas vouloir utiliser ces découvertes, comme devant leur forcé à la simplicité de la maison de Dieu, elles viennent d'être déposées dans les magasins de la Ville, qui les destine à un musée quelconque.

Le clocher de l'église Saint-Paul. — Tout le monde se rappelle l'événement qui, il y a trois ans, fit tant de bruit à Paris. La croix en fer massif qui surmontait l'église Saint-Paul avait été détachée par un violent coup de vent, et à midi et demi, au moment où les élèves du lycée Charlemagne étaient en récréation, elle tombait dans la cour des moines.

Par un hasard providentiel, personne ne fut blessé. Depuis ce jour, on n'avait plus songé à réparer le clocher de l'église, dont le dôme avait cependant été enlevé par des ouvriers quelques jours après l'accident.

Depuis la semaine dernière les travaux de réparation entrepris le mois dernier sont complètement terminés. Le clocher de fonte a été réparé, et la croix, la même que celle dont nous parlions tout à l'heure, a été remise à sa première place, après avoir été redorée.

Espérons que cette fois-ci elle saura mieux résister à la violence des orages.

LES TRIBUNAUX

6^e CONSEIL DE GUERRE (Versailles)

Audience du 20 mars

AFFAIRE DE LA RUE HAZO. — QUARANTE-SEPT VICTIMES. — VINGT-TROIS ACCUSÉS.

(Voir la Liberté des 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20 et 21 mars.)

Les plaidoiries ont continué aujourd'hui. Dalivours, Saint-Omer, Mongars, Gaude, Hamon, Bruchon et Hanon ont été défendus.

L'avocat de l'accusé Hamon a posé au conseil des conclusions tendant à établir que son client a agi en faveur des otages, et s'est, par ce fait, exposé à devenir lui-même une quarante-huitième victime.

Après délibération, ces conclusions ont été rejetées.

L'avocat de Bruchon discute vivement certaines dépositions très compromettantes pour celui-ci, et demande l'acquiescement de son client, contre lequel, dit-il, s'élèvent des charges si peu sérieuses.

L'audience est ensuite renvoyée à demain pour les dernières plaidoiries.

Le jugement ne sera rendu que fort avant dans la soirée, vu le grand nombre des accusés et la multiplicité des questions auxquelles les juges auront à répondre.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LILLE (Par voie télégraphique.)

AFFAIRES DES MARCHÉS

Lille, 20 mars, soir.

Les dépositions des témoins continuent.

M. Magnier, expert comptable, chargé d'examiner les livres de M. Monnier Sterlin constate un bénéfice de 32,000 francs sur 3,000 tonnes; de 7,000 fr. sur 10,000 tonnes de gâteaux; de 45,000 fr. sur 70,000 tonnes de chaux. Les livres permettent aussi de constater qu'un pot de vin de 7,900 fr. a été donné aux prévenus Lober, chef de division à la préfecture, Thorol, officier d'administration, Houzé, ouvrier d'administration, poursuivis comme complices.

ASSEMBLEE NATIONALE

Séance du 20 mars.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

Suite de la discussion du budget de l'instruction publique et des beaux-arts.

2^e section. — Archives. — Beaux-arts. — Musées

Ch. 35. Administration centrale, 201,500 fr.

Ch. 36. Matériel, 42,000 fr.

Ch. 37. Archives nationales. Personnel, 145,500 fr.

Ch. 38. Archives nationales. Matériel, 32,600 fr.

Ch. 39. Etablissement des beaux-arts, 134,400 fr.

M. Buisson fait observer qu'il est très désirable que la plus grande régularité s'établisse dans la nomenclature des chapitres du budget, afin que le contrôle puisse s'exercer d'une manière exacte.

Après cette observation générale, M. Buisson expose diverses écoles départementales, telles que celles de Lyon et de Dijon. Il cite également l'exemple de Toulouse, dont les écoles des beaux-arts vivent avec les ressources que vote la municipalité. Lyon, qui est une ville très riche, pourrait bien en faire autant; l'école de Dijon pourrait également vivre sans que l'Etat intervienne.

L'orateur ne conçoit le maintien du crédit que pour l'école des beaux-arts à Paris, parce que c'est un centre où tous les jeunes gens qui ont commencé leurs travaux en province viennent se rendre pour concourir ensuite aux grands prix.

Après une courte réponse du rapporteur, le chapitre 39 est adopté.

Chapitre 40. — Ouvrages d'art et décoration d'édifices publics, 915,000 fr.

égard en supprimant complètement le chiffre alloué aux inspections, et en l'ajoutant, par exemple, à l'achat d'objets d'art qui peuvent provenir des galeries nombreuses qu'on vend en ce moment et qui renferment des œuvres importantes pour l'histoire de la peinture.

M. le ministre de l'instruction publique répond que toute satisfaction sera donnée au point de vue de la nomenclature exacte du contenu des chapitres du budget. Quant aux inspections des beaux-arts, dont la suppression est demandée, il considère pas que leurs fonctions soient inutiles.

Dans tous les cas, ils ne pourraient pas être remplacés par des commis; car la surveillance des commandes faites au nom de l'Etat exige des connaissances spéciales en peinture, en sculpture et en gravure. Il y a aussi la question des secours à distribuer à des artistes dont la situation est devenue précaire, qui demande une grande délicatesse.

D'ailleurs, il ne s'agit pas d'une réduction de 30,000 francs, comme il a été dit, mais de 20,000 francs en raison des réductions opérées par le gouvernement sur les appointements des instituteurs.

M. le ministre fait observer que le nombre de ces inspecteurs, qui était de sept, n'est plus que de quatre, et que la fonction d'inspecteur général a été complètement supprimée.

Après une première épreuve douteuse, l'amendement est rejeté et le chapitre est adopté.

Ch. 41. Exposition des œuvres des artistes vivants, 214,000 fr.

Ch. 42. Subventions nationales, Conservatoire de musique, 1,655,000 fr.

M. Escudier : Si j'ai pu mériter hier le reproche d'avoir égaré sans motif mes amendements, c'est que j'ai voulu égarer sans motif, c'est que j'ai voulu égarer sans motif.

Voici cependant un chapitre que je ne puis laisser passer sans demander une réduction de 1,435,000 fr. On ne peut m'objecter que cette réduction aura pour effet de désorganiser les services publics; je ne crois pas que les chanteurs, les auteurs et les danseurs soient des fonctionnaires publics. (Très bien ! — Applaudissements sur certains bancs.)

En principe, l'Etat ne doit pas donner de subventions aux théâtres; les villes peuvent faire les sacrifices pour attirer les étrangers dans leur ville, et d'ailleurs, pourquoi l'Etat accorderait-il des subventions aux théâtres de Paris, quand il n'en donne pas à ceux de Bordeaux, de Marseille ou de Toulouse ? (Adhésion.)

Une autre considération vraiment politique, c'est que ces subventions sont accordées uniquement aux théâtres destinés aux classes riches.

Un des grands scandales de régime décadent a été la construction du nouvel Opéra, pour laquelle 40 millions de francs ont été dépensés. Il est nécessaire de rompre avec ces habitudes vicieuses du passé.

autres employés accoururent. Il était temps pour le caissier, qui était déjà violé. C'est avec les plus grandes difficultés qu'on a pu reconduire le docteur E... chez lui.

Les premières courses plates auront lieu à Porchefontaine, le dimanche 24 mars. Le grand steeple-chase annuel (ancien militaire), sera couru à La Marche le lundi de la Pentecôte.

On annonce la mort du prince Postani, dernier descendant d'une noble famille vénitienne.

Le prince Postani est mort dans un petit appartement meublé de la rue Abbateucci.

La reine Isabelle de Bourbon assistait hier soir, dans un loge, à la représentation du *Prophète*, à l'Opéra.

Elle était accompagnée d'une dame vêtue d'une robe de velours noir, et de deux messieurs dont l'un nous a semblé être le duc de Rianzarès.

Il paraît que le banquet gras du vendredi saint aura lieu cette année comme les autres. On fait circuler en ce moment des listes où s'inscrivent les adhérents.

On annonce la mort de mistress Beecher-Stowe, l'auteur de la *Case de l'oncle Tom*. Les bons négres lui avaient rapporté une forte fortune, car mistress Beecher-Stowe laisse 30,000 livres de rente environ. Elle a publié une vingtaine de romans; dans presque tous, il y a, sous une forme ou sous une autre, un oncle Tom quelconque.

Le grand-prévôt de l'armée de Versailles vient de placer un factionnaire au pied de la butte du polygone de Satory, afin d'empêcher certains individus de rôder à l'endroit où a eu lieu la dernière exécution; ceux-ci ramassent en effet les débris de bois du poteau et les morceaux de drap provenant de la redingote

du supplicié. Nombre d'industriels, lors des dernières exécutions, avaient ainsi recueilli des contreforts qu'ils vendent fort cher. Les verres du longon de Ferré ont été vendus à quarante sous ou cinquante exemplaires au moins. Le grand-prévôt ne veut pas que les condamnés soient plus longtemps le prétexte d'un scandaleux trafic ou de honteuses mystifications.

Il y a eu hier, 20 mars, 394 ans que Christophe Colomb découvrait l'Amérique, et 359 que Ponce de Léon mettait le premier le pied sur la terre de Floride.

Le célèbre pufiste américain Barnum, est prochainement attendu à Paris.

On annonce la mise en faillite de M. Porcel.

Rien d'étonnant à ce qu'un homme qui a fait boire tant de bouillons aux autres en boive un à son tour.

LES THEATRES

Hier, l'Assemblée nationale a adopté le chapitre 42 du budget qui fixe à 1,655,000 francs le chiffre des subventions accordées aux théâtres nationaux et au Conservatoire de musique.

Le principe des subventions a été vivement attaqué par M. Raudot. « On a dépensé, a-t-il dit, plus de quarante millions pour élever un monument qui a pour enseigne les groupes que vous savez! » et les rieurs de lancer leur « éternel » très bien! avec lequel ils ponctuent toutes les propositions tendant à dépouiller Paris de sa gloire et de son prestige.

L'Opéra n'est pas seulement une des gloires de Paris, c'est une gloire nationale, a justement dit M. d'Osmond, et la seule qui nous reste! » Inutile d'ajouter que les mêmes

ruraux ont accueilli ces paroles par ces petits « ah! ah! » ces petits « oh! oh! » qu'ils ont l'habitude de pousser quand on prononce les mots de gloire nationale.

M. d'Osmond l'a fort bien dit: « La suppression de la subvention est la suppression de l'art. »

Le comte Joubert, membre de l'Institut, est venu appuyer l'amendement de M. Raudot en déclarant qu'il n'est pas de temps de danser et de faire des dépenses folles. Singulière façon d'apprécier l'art musical et l'art dramatique!

« Réservez nos hommages à des musées sérieux », a ajouté M. le comte Joubert, de l'Institut. Les *Huguenots*, le *Prophète*, le *Gaillarde* ne sont pas sans doute, pour M. le comte Joubert, de l'Institut, des œuvres sérieuses.

Après tout MM. Joubert et Raudot sont-ils jamais entrés à l'Opéra? Des hommes qui n'ont pas la construction du nouvel Opéra, a été un des grands scandales du régime déchû, ne doivent vraisemblablement avoir pénétré de leur vie dans ce lieu de perdition qu'on nomme un théâtre.

Grâce aux efforts combinés du ministre, de MM. d'Osmond et Buisson, l'amendement de M. Joubert, demandant une réduction de 500,000 fr. sur le chapitre 42, a été repoussé par 144 voix contre 221. M. Raudot avait retiré son amendement.

L'Assemblée a adopté l'article additionnel présenté par M. Claude, tendant à la suppression dans les théâtres subventionnés des entrées accordées aux divers ministères, aux employés de la préfecture de police, etc.

Il était, en effet, ridicule de voir les directeurs obligés de donner la moitié de leur salle, les jours de première représentation, aux fonctionnaires du gouvernement, qui, sous prétexte que le théâtre était subventionné, se croyaient en droit de priver la direction d'une partie de la recette, en prenant gratuitement les meilleures places.

La subvention ne doit pas être employée à offrir le spectacle à MM. les employés des ministères et de la préfecture de police.

Mardi prochain, 26 mars, dernière séance de la Société classique Armingaud, Jacquard, etc.

On y exécutera des œuvres de compositeurs français: un *quatuor* de M. de Castillon, une introduction suivie de variations de M. Massenet et un *intermezzo* de M. Lalo.

Le théâtre du Châtelet prépare une grande solennité religieuse et musicale pour le vendredi saint.

La direction s'est assurée le concours de Mlle Berthe Thibault et de M. Caron, de l'Opéra.

Les noms de Beethoven, Haydn, Mendelssohn, Cherubini, Weber, Franck, Th. Dubois et V. Jondicci figurent sur l'affiche.

M. Th. Ritter, l'incomparable pianiste, jouera l'Andante et le scherzo du 4^e concerto symphonique, de Henri Litolff; Gavotte et Masette, de S. Bach, et *Presto*, de Mendelssohn.

M. Chollet, violoniste, exécutera un concerto composé par M. V. Jondicci, lequel concerto a été joué par M. Danbé, avec le plus grand succès, à la Société des concerts du Conservatoire.

On va reprendre prochainement l'*Autographe* au Gymnase.

Mlle Teneing, élève du Conservatoire, y jouera le rôle créé par la pauvre Rosa Didier, qui lui valut son admission à la Comédie-Française.

Ce soir, au concert du Grand-Hôtel, M. Danbé exécutera sur le violon une des plus belles compositions de R. Schumann, intitulée *Abendlied* (chant du soir).

Nous remarquons également sur le programme la marche des *Ruines d'Athènes* de Beethoven, l'ouverture de l'*Hôtelier portugais* de Cherubini, et un morceau qui figure pour la première fois sur l'affiche: une *Aubade*, extraite de la *Tempête* de Taubert.

Les décors, costumes et accessoires des

Folies-Nouvelles ont été adjugés hier pour quelques centaines de francs. Un portrait encadré de M. Manasse s'est vendu 1 fr. 25.

CESSIONS DE PAYEMENTS

SYNDICAT

Sont invités à se rendre, aux jours et heures ci-après, au Tribunal de commerce, salle des assemblées, pour assister à l'assemblée dans laquelle le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics, MM. les créanciers de:

Société V. TAILLET, J. CASSE et C^e, ayant pour objet la fabrication de couverts argentés et de bijoux artistiques, et dont le siège est Paris, rue Vincent, 12, le 26 courant, à 2 heures.

MARICHAL (Léandre), marchand de bouteilles à Paris, quai Valmy, 13, le 26 courant, à 2 heures.

Le sieur MUSTÉ (Auguste-Lucien), serrurier à Paris, r. Boissière, 63, le 26 courant, à 2 heures.

Société en nom collectif MAYER, SKLEIN et GUGENHEIM, ayant pour objet le commerce de rouennerie et nouveautés, dont le siège est à Paris, rue Saint-Martin, 182, ladite société composée de: 1^o dame Caroline Lazard, veuve du sieur Sklein Lévy, dit Mayer; 2^o Jacques Gugenheim, demeurant tous deux au siège social, le 26 courant, à 2 heures.

DUBREUIL (Benjamin), fondeur de suifs à Paris, cours de Vincennes, 35, le 26 courant, à 10 heures.

L'Association générale des ouvriers menuisiers en bâtiments, ayant pour objet l'exploitation de travaux de menuiserie et tout ce qui a rapport à cette industrie, avec siège à Paris, rue Saint-Maur, 216, ladite société ayant fonctionné sous la raison sociale GUILLERMET et C^e, et fonctionnant aujourd'hui sous la raison sociale Chaffaut et C^e, et dont a été gérant le sieur Guillermet (Claude-M^e), demeurant à Paris, rue Saint-Maur, 222, ci-devant, et actuellement même rue, 218, ayant actuellement pour gérant le sieur Chaffaut (Nicolas), demeurant à Paris, rue des Envierges, 34, le 26 courant, à 1 heure.

Dame veuve FRANÇOIS (Constance-Suzanne-Quennens, veuve de Jean-Edouard François), ladite dame fabricante de chaussures à Paris, rue Neuve-Saint-Merry, 21, le 26 courant à 12 heures.

A LA PAIX

aujourd'hui et jours suivants

Mise en vente des Nouveautés de la Saison

EXPOSITION SPÉCIALE

des modèles inédits en

Confections, Robes et Costumes

JARDIN D'ACCLIMATION

DU BOIS DE BOULOGNE

Les abonnements d'entrée pour l'année 1872 sont ainsi fixés: Hommes, vingt-cinq francs; dames, enfants de plus de 7 ans, dix francs.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 21 mars 1872.

Céréales

Le marché est dans un calme navrant. Les affaires, tant en blés qu'en menus grains, sont complètement nulles. Les cours, vu l'absence absolue de transactions, ne changent pas; mais il y a évidemment de la baisse dans l'air. Le blé reste de 34 à 36 fr. les 120 kilos. L'orge, l'avoine, le sarrasin sont, par continuation, très offerts et très faibles. Moins d'offres sur le seigle.

Farines de consommation

La farine de consommation donne lieu à quelques affaires. Cours de 65 à 68 fr.

Choix et marque D, 68 fr. à 70 fr. — Boies ordinaires, 64 fr. à 65 fr.

L'Administrateur co-Gérant

LOUIS GAL.

PARIS. — IMP. SERRIERE ET C^e, RUE MONTMARTRE, 123

VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE

ETUDE de M^e PAUL BOCHÉ, avoué à Paris, Vente au Palais de justice, à Paris, le mercredi 10 avril 1872.

1^{re} MAISON A PARIS, NAGNAN, 30 (quartier de la Porte-Saint-Marin) composée de six étages, couverte et presque entièrement achevée. Contenance, 478 mètres environ. Mise à prix: 250,000 fr.

S'adresser pour les renseignements, à M^e Paul Roche, Delepouze et Lamy, avoués.

ETUDE de M^e Charles Levaux, avoué à Paris, rue des Saints-Pères, 7, Vente au Palais de justice, à Paris, le samedi 13 avril 1872, à deux heures, en trois lots pouvant être réunis:

1^o DUNE MAISON sise à Paris-Passy, rue Mozart, 11; 2^o DUNE MAISON même rue, 13, au coin de la rue Singer; 3^o DUNE AUTRE MAISON rue Singer, 63.

Le tout en un seul groupement de constructions. Mises à prix: Premier lot: 50,000 fr. Deuxième lot: 100,000 fr. Troisième lot: 20,000 fr.

S'adresser pour les renseignements: Audit M^e Levaux, avoué; Et à M^e Dufourmantelle, avoué à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, 33.

ETUDE de M^e MARC, avoué à Paris, rue de la Grange-Batelière, 6, Vente au Palais de justice à Paris, le mercredi 10 avril 1872.

1^{re} DUNE PROPRIÉTÉ A MAISONS ALFORT rue Jean, n^o 1, et place du Chemin-de-Fer. Mise à prix: 18,000 fr.

2^o DUNE PIÈCE DE TERRE A Créteil. Mise à prix: 200 fr.

S'adresser pour les renseignements: 1^o Audit M^e Marc; 2^o A M^e Gavignot, avoué à Paris, rue Rivoli, 110; 3^o Au garde champêtre, à Maisons-Alfort, à la mairie.

ETUDE de M^e Léon GAVIGNOT, avoué à Paris, rue de Rivoli, n^o 110, successeur de M^e Emile Adam.

Vente au Palais de justice, à Paris, le mercredi 10 avril 1872, à deux heures, d'une PROPRIÉTÉ A SAINT-DENIS (Seine), rue de la Chapelle, 5. Mise à prix: 15,000 francs.

S'adresser audit M^e Léon Gavignot; Et à M^e Gamard, avoué, rue de Rivoli, 89.

ETUDE de M^e BRÉMAR, avoué à Paris, boulevard Haussmann, n^o 11, Vente en l'audience des saisies immobilières, le mercredi 10 avril 1872, à deux heures, d'un TERRAIN AVEC CONSTRUCTIONS à Levallois-Perret, impasse de la Chapelle, 11, canton de Neuilly, arrondissement de Saint-Denis (Seine).

Mise à prix: 800 fr.

S'adresser pour les renseignements à M^e Brémar, avoué poursuivant.

HOTEL rue Jean-CHAMPS-ÉLYSÉE Goujon, 6, A adjuger, même sur une enchère, en la chambre des not^{es} de Paris, le mardi 27 avril 1872, midi. Surface: 689 m². Mise à prix: 125,000 fr.

S'adresser à M^e DEVEY, notaire, rue La Fayette, 3.

BAIL pour neuf années D'UNE MAISON avec pavillon en aile, sise à Paris, rue de Charenton, 30, à adjuger, le 27 mars 1872, à midi, à l'hôtel des Quinze-Vingts. Mise à prix: 7,000 fr. S'ad. audit hosp^{ice}, et à M^e Corrad, not^{re}, rue Mousgny, 17.

VENTES IMMOBILIÈRES A L'AMIALE

2 Maisons, rapp^{ort} et agrém. à Soisy-s.-Etiolles, jard., écuries, etc. Fr. 25,000. Liebbé, r. d. Sept. 8.

VENTE A L'ENCHÈRE D'OBJETS D'ART ET MOBILIER

TABLEAUX ANCIENS de l'école française et hollandaise, flamande et italienne. Vente hôtel Drouot, salle n^o 8, Le samedi 23 mars 1872, à une heure et demie.

M^e Charles PILLET, commissaire-priseur, rue de la Grange-Batelière, 10. M. FÉRAL, peintre-expert, rue Buffault, 23. Chez lesquels se trouve le catalogue. Exposition publique le vendredi 22 mars 1872, de 1 heure à 5 heures.

OBJETS D'ART ET DE CURIOSITÉ Bas-relief de Luca della Robbia, faïences italiennes des fabriques de Gubbio, Castel-Dorante, Deruta; faïences de Bernard Palissy, françaises et de Perse.

Porcelaines de la Chine et du Japon, cuivres gravés, médailles, antiquités, etc. Vente hôtel Drouot, salle n^o 8, Le lundi 25 mars 1872, à une heure et demie.

M^e Charles PILLET, commissaire-priseur, rue de la Grange-Batelière, 10. M. Carle Delange, expert, quai Voltaire, 5. Chez lesquels se trouve le catalogue.

Exposition publique le dimanche 24 mars 1872, de 1 heure à 5 heures.

TRÈS BELLES TAPISSERIES DES GOBELINS D'après BOUCHER. Meubles, bronzes des époques Louis XIV, Louis XV et Louis XVI. Orfèvrerie ancienne, cabinets italiens, porcelaines, faïences, tapis, tentures.

Vente à l'hôtel Drouot, salle n^o 8, Le mercredi 27 mars 1872, à une heure et demie.

Par le ministère de M^e Charles PILLET, commissaire-priseur, rue de la Grange-Batelière, 10, assisté de M. Charles Mannheim, expert, rue Saint-Georges, 7. Chez lesquels se trouve le catalogue.

Exposition publique le mardi 26 mars 1872, de une heure à cinq heures.

OBJETS D'ART ET DE CURIOSITÉ Meubles et tableaux en bois sculpté, de la Renaissance, sculptures en bois et en ivoire; faïences anciennes de Gubbio, Deruta, de Bernard Palissy; contreforts anciens, chaises en fer et en bronze; du seizième siècle, cuivres vénitiens, objets variés, tapisseries.

Vente hôtel Drouot, salle n^o 8, Le mardi 26 mars 1872, à deux heures.

Par le ministère de M^e Charles PILLET, commissaire-priseur, rue de la Grange-Batelière, 10, assisté de M. Charles Mannheim, expert, rue Saint-Georges, 7. Chez lesquels se trouve le catalogue.

Exposition: particulière, le 23; publique, le 24. Commissaire-priseur, M. Emile BARRE, 31, rue Le Peletier. M. Emile BARRE, 31, rue Le Peletier, 20, Chausseé d'Antin. Chez lesquels se trouve le catalogue.

COLLECTION DE FEU M. LE MARQUIS DE RBYRE TABLEAUX ANCIENS IMPORTANTS

Par Boucher, Canaletto, G. Coques, Coello, Drouais, J.-B. Greuze, Fragonard, Bonington, Lancret, Le Sueur, Mouchon, Le Louvet, Omer, Mengis, Nattier, Van Os, Velasquez, A. Scheffer, Tintoret, Watteau, Wynants, Wenig, Van Dyck, etc.

Vente hôtel Drouot, salle n^o 1. Le mardi 26 mars 1872, à 3 heures.

Commissaire-priseur, M. Emile BARRE, 31, rue Le Peletier. M. Emile BARRE, 31, rue Le Peletier, 20, Chausseé d'Antin. Chez lesquels se trouve le catalogue.

Expositions: particulière, le 23; publique, le 24. Commissaire-priseur, M. Emile BARRE, 31, rue Le Peletier. M. Emile BARRE, 31, rue Le Peletier, 20, Chausseé d'Antin. Chez lesquels se trouve le catalogue.

Parti entière, le dimanche 24 mars 1872; Publique, le lundi 25 mars 1872.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

E. LION changeur, rue Lafayette, 60, Paris, achète les obligations de la Société HOLLANDAISE ET MÉTALLURGIQUE DES ASTURIÉS.

CAISSE GÉNÉRALE FAMILIALE GARANTIE: QUINZE MILLIONS RENTES VIAGÈRES, TAUX EXCEPTIONNELLEMENT AVANTAGEUX, en raison du cours de la rente, se donne de suite tous les tirages. Prix: 8 fr. par an à envoyer au Directeur, 24, rue de Dunkerque, Paris.

ORDRES DE BOURSE Achat et vente de toutes valeurs. Encaissement de coupons. Prêts sur titres. Reports. Arbitrages. Rens. A. Armand, 3, r. d'Amboise, Paris.

CHÉMIN DE FER SARAGOSSA A PAMPALUNE Achat des Bons complémentaires donnés aux porteurs d'obligations, en paiement des coupons échus, chez E. Lion, changeur, 60, rue Lafayette. Achat et vente de titres cotés et non cotés.

LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES HERNIES Guérison, méth^{ode} P. Simon not^{re} P. S. d. Miguel-Simon, aux Herbières (Vend^{ée}).

SAISON DE PRINTEMPS Toute personne qui en fera la demande par lettre affranchie recevra GRATUITEMENT UN NUMÉRO SPÉCIMEN DE LA REVUE DE LA MODE

JOURNAL COMPLET DES MODES NOUVELLES, DES OUVRAGES DE DAMES DES ARTS DÉCORATIFS ET DE L'AMEUBLEMENT UN NUMÉRO ILLUSTRÉ TOUS LES DIMANCHES

REDACTEURS PRINCIPAUX: Mesd^{es} Vicomtesse DE RENNEVILLE Comtesse DE BASSANVILLE, E. BOUGY, etc.

52 numéros illustrés par an, de huit pages chacun, format du Monde illustré. — 24 grandes feuilles de patrons par an. — 1,248 colonnes de texte.

— 1,400 dessins de modes, travaux à l'aiguille, brochures, meubles, œuvres d'art. — 900 patrons grandeur naturelle pour vêtements et broderies.

PARIS. UN AN: 12 FR. — SIX MOIS: 6 FR. — TROIS MOIS: 3 FR. DÉPARTEMENTS. 14 FR. — 7 FR. — 3 FR. 50

ÉDITION AVEC GRAVURES COLORIÉES Il sera facultatif aux abonnés de recevoir, AVEC CHAQUE NUMÉRO, une splendide planche de mode, gravée sur acier, tirée sur bristol et artistiquement coloriée à l'aquarelle.

Le prix de l'abonnement au Journal complet (52 numéros et 24 feuilles de patrons), avec les 52 PLANCHES COLORIÉES, est de:

PARIS. UN AN: 24 FR. — SIX MOIS: 13 FR. — TROIS MOIS: 6 FR. 75 DÉPARTEMENTS. 25 FR. — 13 FR. 50 — 7 FR. 50

On s'abonne aux bureaux du MONITEUR UNIVERSEL et du MONDE ILLUSTRÉ, quai Voltaire, 13, à Paris, par l'envoi d'un mandat de poste ou d'un bon à vue sur Paris, — du montant de l'abonnement qu'on désire prendre, soit avec ou sans gravures coloriées, — à l'ordre de l'Administrateur de la REVUE DE LA MODE.

OFFICE GÉNÉRAL D'ANNONCES MM. Ch. Lagrange, Cerf et C^e, 6, place de la Bourse

LE MONITEUR-FONDS PUBLICS ET DES VALEURS IMMOBILIÈRES (N^o 444) Hebdom. 16 pages de texte; 12 fr. par an; 5 fr. gratis sur demande au directeur. 8, rue N^o St-Augustin.

LA REVUE FINANCIÈRE (N^o 9^e) PARAIT TOUS LES MARDIS Indispensable à tout porteur de titres de Bourse; donne de suite tous les tirages. Prix: 8 fr. par an à envoyer au Directeur, 24, rue de Dunkerque, Paris.

ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE Aceder, magnif. café-brasserie, boul. Sébastopol. Arr. terrasse, bail 11 ans, loy. 8,000 fr. ben. net 50,000 fr. Prix: 50,000 fr. facilités. Bernier, rue Turbigo, 4.

6^e HOTEL meublé à céder près la Banque (80 m²), frais prélevés 16,000 fr. de bénéfices; Liens de bail. Prix 80,000 fr. — Lahaye, boul. Sébastopol, 103.

INDUSTRIE ET COMMERCE système breveté s. g. d. g. Conservation éternelle des traits et des formes sans opération chirurgicale ni mutilation. Prix accessible à toutes les familles.

D. C. BAYLE chimiste, 11, rue Camurmartin, 11. Renseignements gratuits de 8 h 1/2 à 10 h et de 2 à 4 h. on par correspondance. Broch. 1^{re} et 2^e 25 c. — postes.

CHATELAIN, 11, rue Camurmartin, 11. Renseignements gratuits de 8 h 1/2 à 10 h et de 2 à 4 h. on par correspondance. Broch. 1^{re} et 2^e 25 c. — postes.

CHATELAIN, 11, rue Camurmartin, 11. Renseignements gratuits de 8 h 1/2 à 10 h et de 2 à 4 h. on par correspondance. Broch. 1^{re} et 2^e 25 c. — postes.

CHATELAIN, 11, rue Camurmartin, 11. Renseignements gratuits de 8 h 1/2 à 10 h et de 2 à 4 h. on par correspondance. Broch. 1^{re} et 2^e 25 c. — postes.

CHATELAIN, 11, rue Camurmartin, 11. Renseignements gratuits de 8 h 1/2 à 10 h et de 2 à 4 h. on par correspondance. Broch. 1^{re} et 2^e 25 c. — postes.

CHATELAIN, 11, rue Camurmartin, 11. Renseignements gratuits de 8 h 1/2 à 10 h et de 2 à 4 h. on par correspondance. Broch. 1^{re} et 2^e 25 c. — postes.

CHATELAIN, 11, rue Camurmartin, 11. Renseignements gratuits de 8 h 1/2 à 10 h et de 2 à 4 h. on par correspondance. Broch. 1^{re} et 2^e 25 c. — postes.

CHATELAIN, 11, rue Camurmartin, 11. Renseignements gratuits de 8 h 1/2 à 10 h et de 2 à 4 h. on par correspondance. Broch. 1^{re} et 2^e 25 c. — postes.

CHATELAIN, 11, rue Camurmartin, 11. Renseignements gratuits de 8 h 1/2 à 10 h et de 2 à 4 h. on par correspondance. Broch. 1^{re} et 2^e 25 c. — postes.

CHATELAIN, 11, rue